



## **Ce fléau gangrène plusieurs secteurs de la vie sociale avec des pertes plus ou moins importantes ces dernières années. Les parlementaires sont déterminés à renforcer la croisade.**

La corruption est devenue l'un des sports favoris au Cameroun. Le onzième rapport de la Commission nationale anticorruption (Conac) rendu public le 10 novembre 2022 en dit d'ailleurs long sur le phénomène. Il ressort clairement des résultats des enquêtes que le pays a perdu plus de 42 milliards de Fcfa en 2021 ; une hausse de plus de 25 milliards de Fcfa par rapport à l'année 2020.

C'est dans ce contexte inquiétant, que le président de l'Assemblée nationale, l'honorable Cavaye Yeguie Djibril, a décidé de relancer les activités du réseau parlementaire pour la lutte contre la Corruption et la promotion de la bonne gouvernance. Les membres se sont réunis ce jour en assemblée générale avec pour but de trouver des voies et moyens pour tordre le cou à ce cancer en nette progression. « Aujourd'hui, c'était l'Assemblée générale du réseau. C'est l'instance souveraine qui va décider sur la révision des statuts, renouveler un certain nombre de postes et adopter le plan d'action pour 2023 », a souligné le coordonnateur du réseau, Engelbert Essomba Bengono. De manière concrète, le réseau va rester sur ses champs d'actions, conformément à l'article 14 de la constitution à savoir : légiférer et contrôler l'action

du gouvernement. « Notre rôle va constituer à construire une convergence nationale pour renforcer la législation contre la corruption d'une part, promouvoir la bonne gouvernance d'autre part. Dans le sillage du contrôle de l'action du gouvernement, on devra questionner, évaluer et documenter le dispositif national de lutte contre la corruption ».

Ces dernières années, le pays s'est doté des instruments pour faire face à ce fléau. Au-delà de la Conac, on a mis en place l'Anif ou encore le Consupe.

**EcoMatin**

---